



COMMUNIQUE DE PRESSE 09/09/2025

Vite, un gouvernement pour l'urgence et la justice sociale !

La chute de François Bayrou à l'Assemblée nationale, désavoué par 364 voix contre 194, signe la faillite d'un pouvoir qui, malgré ses discours, ne tient plus que par l'arrogance et l'acharnement à imposer une politique de rigueur rejetée par la majorité du pays.

Depuis 2017, le désinvestissement massif dans le logement social est le marqueur d'une volonté d'avancer coûte que coûte dans le démantèlement des acquis du pays et de sacrifier les classes populaires. En huit ans, c'est une déferlante contre les habitant-es : rabotage des APL, réduction de loyer de solidarité (RLS) -amputant 11 milliards d'euros aux bailleurs-, loi Kasbarian faisant l'amalgame entre locataires en impayés et squatteurs, et maintenant saisie des rémunérations en cas d'impayés de loyer. Le résultat est là : les ménages sont durablement fragilisés.

Le budget 2026 présenté par le gouvernement n'apporte qu'une nouvelle série de sacrifices imposés aux locataires au nom de la dette. Il faut que cela change, vite, sinon le pays s'enfoncera davantage dans une crise sociale et démocratique aux conséquences lourdes.

La CNL appelle solennellement le président de la République à rompre avec cette fuite en avant financière et à prendre immédiatement des mesures de justice sociale et écologique. Elle appelle le prochain Premier ministre à rompre avec les choix de ses prédécesseurs.

Nos revendications sont claires et immédiates ; nous demandons des mesures de soutien immédiat au pouvoir d'achat des habitant-es :

- Gel des loyers et moratoire sur les charges locatives ;
- Poursuite et généralisation de l'encadrement des loyers ;
- Maintien de MaPrimeRénov' et éradication des passoires thermiques ;
- Relance d'un plan massif de construction et de rénovation de logements HLM ;
- Suppression de la RLS, véritable ponction sur les budgets des organismes HLM ;
- Mise en chantier d'une véritable Sécurité sociale du logement.

La CNL appelle les locataires, les habitant-es et l'ensemble des citoyen-nes à se mobiliser massivement :

- Demain, **mercredi 10 septembre**, partout en France, lors des initiatives organisées pour faire entendre la voix des habitant-es et les urgences sociales ;
- **Jeudi 18 septembre**, pour amplifier le rapport de force et imposer des réponses concrètes.

Faisons du 10 et du 18 septembre des étapes décisives de cette mobilisation populaire.

Montreuil, le 9 septembre 2025

Confédération Nationale du Logement

8, rue Mériel - BP 119 - 93104 MONTREUIL CEDEX

01 48 57 04 64 - cnl@lcnl.com

 linktr.ee/LaCNL